

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 22/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL Etablissements JOUVERT

La Thuillère Mercoirol
30110 Laval-Pradel

Références :
Code AIOT : 0006605341

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2023 dans l'établissement SARL Etablissements JOUVERT implanté lieu-dit Cadacut 30110 Laval-Pradel. L'inspection a été annoncée le 27/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection annuelle s'inscrit dans le prolongement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20 mars 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL Etablissements JOUVERT
- lieu-dit Cadacut 30110 Laval-Pradel
- Code AIOT : 0006605341
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Par arrêté préfectoral n° 2012-61 du 8 octobre 2012, la SARL Etablissements JOUVERT a été autorisée à exploiter une installation de tri et de stockage de déchets non dangereux sur la commune de LAVAL-PRADEL, lieu-dit "Cadacut".

Selon l'article 1.2.1 de l'arrêté, l'autorisation porte sur :

- un casier de stockage de déchets non dangereux ultimes issus des industries, commerces et déchetteries pour une capacité de déchets entrants annuelle moyenne de 20 000 t/an et une capacité maximum annuelle de 30 000 t/an. La durée de vie de ce casier est de 30 ans pour une capacité maximale de stockage de 900 000 tonnes, ou 1 000 000 m³ pour une densité en place après compactage de 0,9 t/m³. La cote maximale du casier sera égale à 458 mNGF. Certains déchets en mélange pourront être triés au niveau d'une plate-forme réservée à cet effet (plate-forme de tri d'appoint des déchets industriels banals d'une capacité maximale de 5 000 t/an).
- un casier de stockage de déchets de plâtre, réalisé à part au Nord du site, pour une capacité de déchets entrants annuelle moyenne de 635 t/an à 950 t/an ou 635 m³/an pour une densité en place prise entre 1 et 1,5 t/m³. La durée de vie de ce casier est de 30 ans pour une capacité maximale de stockage de 19 000 m³.
- un casier de stockage de déchets d'amiante lié, réalisé à part au Nord du site, pour une capacité de déchets entrants annuelle moyenne de 350 t/an à 520 t/an ou 350 m³/an pour une densité en place prise entre 1 et 1,5 t/m³. La durée de vie de ce casier est de 30 ans pour une capacité maximale de stockage de 10 500 m³.
- un casier de stockage de déchets inertes situé au Nord du site, à côté des casiers de plâtre et d'amiante lié, d'une capacité maximale de stockage de 15 500 m³ et d'une durée de vie de 30 ans. La capacité de stockage annuelle sera en moyenne de 830 t/an ou 520 m³/an pour une densité en place prise égale à 1,6 t/m³.

Les 3 derniers casiers précités ne sont pas réalisés.

La plateforme de tri est réalisée au sommet de l'alvéole 1 de stockage, au sud du site. Sur les plans du DDAE, cette plateforme devait être réalisée au nord du site. Un dossier de porter à connaissance a été déposé en vue de régulariser la localisation de la plateforme de tri.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Contrôle par caméra
- Registre national des déchets
- Défense Incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositif de	Code de	Avec suites, Mise en	Lettre de suite	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	contrôle par vidéo	l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-II	demeure, respect de prescription	préfecturale	
2	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-III	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-IV	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
5	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	/	Sans objet
6	Incendie - Explosion	Arrêté Préfectoral du 08/10/2012, article 4.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle par caméra au déchargement a été mis en place mais la position trop éloignée de la caméra doit être modifiée afin de permettre une lecture des plaques d'immatriculation plus facile et une délibération des représentants du personnel relative à ce contrôle par caméra reste à produire. Ces deux points qui peuvent être corrigés rapidement font l'objet d'une lettre de suite

préfecturale et leur résolution est nécessaire afin de pouvoir lever formellement la mise en demeure du 20 mars 2023.

L'exploitant n'a fait aucune déclaration informatisée sur le registre national des déchets ce qui constitue une non-conformité impliquant une proposition d'arrêté de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositif de contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-II
Thème(s) : Risques chroniques, Caméra vidéo-surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 15/12/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 26/06/2023
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre :</p> <ul style="list-style-type: none">-les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ;-la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin. <p>La société Etablissements Jouvert, dont le siège social se trouve Les Thuillères – Mercoirol, 30110 Laval-Pradel, est mise en demeure sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, pour son centre de stockage de déchets non dangereux non inertes situé au lieu-dit « Cadacut » - 30110 Laval-Pradel, de respecter les dispositions du décret n° 2021-345 du 30 mars 2021 relatif au contrôle par vidéo des déchargements de déchets dans les installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux susvisé ;</p>
Constats : <p>L'installation est équipée de dispositif fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes mais qui est placé trop loin ce qui a pour conséquence que la lecture de la plaque d'immatriculation est parfois difficile.</p> <p>L'exploitant déclare avoir prévu de déplacer très prochainement la caméra afin de remédier à cette difficulté.</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité à l'article D.541-48-1-II et à l'arrêté de mise en demeure n°2023-12 du 20 mars 2013 qui peut être résolue rapidement. Cette non-conformité fait l'objet d'une lettre de suite préfectorale.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Dispositif de contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-III
Thème(s) : Risques chroniques, Information du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 15/12/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 26/06/2023
Prescription contrôlée : <p>Le comité social et économique de l'installation, à défaut, les institutions représentatives du personnel, sont consultés avant l'installation du dispositif de contrôle par vidéo.</p> <p>La présence d'un dispositif de contrôle par vidéo des déchargements fait l'objet d'une signalisation à l'entrée de l'installation et ainsi que dans les locaux filmés par l'intermédiaire de panneaux, en nombre suffisant, affichés en permanence, lisibles et compréhensibles dans les lieux concernés, qui comportent a minima :</p> <ul style="list-style-type: none">-le pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo ;-la finalité du traitement installé ;-la durée de conservation des images ;-le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation ;-le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), ainsi que <p>la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant.</p> <p>L'exploitant informe individuellement les salariés de l'exploitation de la présence et de la localisation du dispositif de contrôle par vidéo des déchargements des déchets. L'exploitant s'assure que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés dans l'installation informent individuellement leurs salariés susceptibles d'être filmés dans la zone de contrôle par vidéo de l'installation.</p> <p>La société Etablissements Jouvert, dont le siège social se trouve Les Thuillères – Mercoirol, 30110 Laval-Pradel, est mise en demeure sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, pour son centre de stockage de déchets non dangereux non inertes situé au lieu-dit « Cadacut » - 30110 Laval-Pradel, de respecter les dispositions du décret n° 2021-345 du 30 mars 2021 relatif au contrôle par vidéo des déchargements de déchets dans les installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux susvisé ;</p>
Constats : <p>Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis :</p> <p>La photo du panneau d'information avec l'ensemble des éléments du décret.</p> <p>L'information individuelle du personnel avec la signature de chaque agent.</p> <p>Cependant, il est constaté l'absence de la délibération prise par les représentants du personnel.</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité à l'article D.541-48-1-III et à l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure n°2023-12 du 20 mars 2023 mais qui peut être résolue rapidement. Cette non-conformité fait l'objet d'une lettre de suite préfectorale.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Dispositif de contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-IV

Thème(s) : Risques chroniques, Données enregistrées et indisponibilité

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/12/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 26/06/2023

Prescription contrôlée :

Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année. Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année, Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs. Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo. Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra. Les données ne comportent aucune information sonore et, si des personnes ont été filmées, leur image est anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification. Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.

La société Etablissements Jouvert, dont le siège social se trouve Les Thuillères – Mercoirol, 30110 Laval-Pradel, est mise en demeure sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, pour son centre de stockage de déchets non dangereux non inertes situé au lieu-dit « Cadacut » - 30110 Laval-Pradel, de respecter les dispositions du décret n° 2021-345 du 30 mars 2021 relatif au contrôle par vidéo des déchargements de déchets dans les installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux susvisé ;

Constats :

Il est constaté la présence d'un journal permettant de recenser les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance.

Il est constaté que les images présentent la date, l'heure d'enregistrement et l'emplacement de la caméra.

Il est constaté que les personnes filmées ne sont pas anonymisées car la caméra est trop loin et le système ne fonctionne pas à cette distance. Cependant, il est impossible de discerner le visage des personnes filmées.

Il est constaté l'enregistrement n'est pas sonore.

Il est prévu que les enregistrements soient conservés un an, cependant la mise en place est trop récente (juillet 2023) pour vérifier ce point.

Observations :

Le système d'anonymisation devra être efficient lorsque la caméra aura été rapprochée.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 4 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43
--

Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national

Prescription contrôlée :

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :

1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;

2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;

3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;

4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;

5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I.

Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense. La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.

Constats :

L'exploitant déclare ne pas avoir connaissance de cette obligation réglementaire. Par conséquent, il n'a pas procédé à aucune transmission sur le RNDTS.

Ce constat constitue une non-conformité à l'article R541-43 du code de l'environnement qui fait l'objet d'une proposition d'arrêté de mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
--

Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
Constats : L'installation ne reçoit pas et n'expédie pas de déchets dangereux. Elle est donc non-concernée par cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Incendie - Explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2012, article 4.6
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Toutes dispositions seront prises par l'exploitant pour éviter les risques d'incendie et d'explosion. Le brûlage à l'air libre et le chiffonnage sont interdits. L'accès à l'installation de stockage de toute personne non expressément autorisée et avertie par l'exploitant et sous sa responsabilité est interdit. Il est interdit de fumer à l'intérieur de l'enceinte de l'installation. Aucun déchet non refroidi, explosif ou susceptible de s'enflammer spontanément ne peut être admis. Les abords du site doivent être débroussaillés, conformément à l'arrêté préfectoral n° 2010-117-6 du 27 avril 2010, de manière à éviter la diffusion éventuelle d'un incendie s'étant développé sur le site ou, à l'inverse, les conséquences d'un incendie extérieur sur le stockage. Des moyens efficaces sont prévus pour lutter contre l'incendie ; ils comprennent au minimum : <ul style="list-style-type: none"> • des citernes d'eau mobile de 200 m3 de capacité totale ; • une réserve d'eau (bassin d'eaux pluviales) dont le volume disponible ne sera pas inférieur à 1 400 m3 en période de risque d'incendie ; • une réserve de matériaux de recouvrement d'au moins 500 m3 distincte de celle utilisée pour le recouvrement périodique des déchets ; • des extincteurs sur les engins d'exploitation, à proximité de la torchère et de tout dépôt de liquides inflammables. Le personnel sera informé et formé régulièrement à la mise en œuvre de ces matériels. Des exercices devront être organisés au moins deux fois par an. Ils doivent faire l'objet d'un compte rendu sur le registre d'exploitation. L'exploitant devra établir une consigne d'incendie qui demeurera affichée de façon évidente au poste de contrôle. Elle précisera le numéro de téléphone des sapeurs-pompiers. Tout prestataire de service intervenant sur le site sera préalablement informé des consignes, interdictions et risques liés à son intervention. Toute intervention est effectuée sous la responsabilité de l'exploitant. Les interdictions seront affichées à l'entrée de l'installation de manière évidente, explicite et

pérenne.

L'accès des véhicules de lutte contre l'incendie devra être possible et aisé à toute zone de l'installation. Des pistes utilisables par des engins lourds devront être établies et maintenues en bon état. Un accès au moins devra être placé du côté du vent dominant.

Constats :

L'exploitant justifie de la disponibilité de 205 m³ sous forme de Citernes/réserves mobiles :

Tombereau arroseur - CAT D400D = 40 m³

Citerne SDIS = 10 m³

Cuve polybenne = 10 m³

Semi remorque citerne = 30 m³

Cuve mobile = 20 m³

Cuve transportable dans benne camion = 8 m³

Toupies :

4 Camions 8x4 de 8m³ = 32 m³

1 Camion 4x2 = 4 m³

3 Camions 6x4 de 6m³ = 18 m³

3 Camions semi remorque de 11m³ = 33 m³

L'exploitant déclare disposer de bassins pour un volume total de 10 900 m³

Bassin carrière : chargement pompier possible = 1500m³

Bassin d'eau pluviale de 5000 m³ dont 1400 m³ de réserve incendie = 1400 m³

Bassin lixiviats traités = 8000 m³

Il est constaté la présence une réserve de matériaux de recouvrement d'au moins 500 m³ distincte de celle utilisée pour le recouvrement périodique des déchets.

L'exploitant présente :

le contrôle des extincteurs en date du 28/12/2022;

le justificatif d'une formation Incendie faite le 20/10/2022;

les compte-rendus et photos des exercices incendie du 27/01/2023 et du 12/07/2023;

le classeur des permis de travail délivré systématiquement (le dernier 26/10/2023 IEG la GCombe)

Type de suites proposées : Sans suite



**PRÉFET
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SOUS-PREFECTURE D'ALES

Bureau de l'environnement et des polices
administratives

Affaire suivie par Bruno Amat
Chef du bureau
bruno.amat@gard.gouv.fr
BA n°

PROJET

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE
en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement**

**de la société Établissements Jouvert pour son centre de stockage de déchets non dangereux non inertes situé
sur la commune de Laval-Pradel en application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de
l'Environnement .**

Le préfet du Gard,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le titre VII du livre I du code de l'environnement, relatif aux dispositions communes et notamment l'article L.171-8 ;
- Vu** le titre 1er du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments;
- Vu** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination du préfet du Gard – Monsieur Jérôme BONET ;
- Vu** l'arrêté n° 30-2023-11-06-000004 du 6 novembre 2023 donnant délégation de signature à M. Emile SOUMBO, sous-préfet d'Alès ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2012-61 du 08 octobre 2012, réglementant le fonctionnement du centre de stockage de déchets non dangereux non inertes, exploité par la société Etablissements Jouvert sur son site de Laval-Pradel ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 22 novembre 2023 adressé à la société Etablissements Jouvert, conformément aux dispositions de l'article L. 541-5 du code de l'environnement ;
- Vu** la réponse de la société Etablissements Jouvert en date du xxxxxxxx ;

Considérant que la société Etablissements Jouvert exploite un centre de stockage de déchets non dangereux non inertes sur son site de Laval-Pradel réglementé par l'arrêté préfectoral n°2012-61 du 08 octobre 2012 susvisé ;

Considérant que le décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments impose depuis le 1er janvier 2022, que les exploitants des installations de stockage de déchets non dangereux non inertes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée ;

Considérant qu'il a été constaté lors de l'inspection du 7 novembre 2023 qu'aucune transmission par voie électronique au ministre chargé de l'environnement du registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets n'a été faite depuis le 1^{er} janvier 2022;

Considérant que les dispositions du décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments applicables depuis le 1^{er} janvier 2022 ne sont pas respectées ;

Considérant les délais techniques pour réaliser les études et travaux de mise en conformité ;

Considérant que la Société Etablissements Jouvert, conformément aux dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement, doit être mise en demeure de régulariser sa situation ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la sous-préfecture d'Alès ;

ARRÊTE :

Article 1 - RESPECT des prescriptions

La société Etablissements Jouvert, dont le siège social se trouve Les Thuillères – Mercoirol, 30110 Laval-Pradel, est mise en demeure sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, pour son centre de stockage de déchets non dangereux non inertes situé au lieu-dit « Cadacut » - 30110 Laval-Pradel, de respecter les dispositions relatives à la transmission par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets du décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments applicables depuis le 1^{er} janvier 2022 susvisé ;

Article 2 – SANCTIONS

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans les délais prévus par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement

Article 3– DELAI ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Article 4- INFORMATION DES TIERS - COMMUNICATION

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Gard pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 – EXECUTION

Le présent arrêté sera notifié à la Société Etablissements Jouvert et publié au recueil des actes administratifs du département.

Ampliation en sera adressée à :

Monsieur le secrétaire général de la sous-préfecture d'Alès,

Monsieur le maire de la commune de Laval-Pradel,

Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, région Occitanie

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,

Le sous-préfet d'Alès

Emile Soumbo